

L'invention de la démographie politique

Par Gérard-François DUMONT

Il est plus difficile d'agir sous le regard des autres que de s'enfermer dans une tour d'ivoire. C'est ainsi que des techniciens de diverses disciplines peuvent devenir prisonniers du langage ésotérique de leur propre recherche et des comportements dominants de leur secteur d'étude.

L'ÉMOUSSEMENT DU GÉNIE

Chaque discipline apparaît parfois comme appropriée par une sorte de cercle qui ne parvient plus qu'à réutiliser les outils inventés au départ. Le génie créatif qui a permis l'approfondissement du cercle s'é moussé devant l'aura acquise par celui-ci. Et les nouveaux inventeurs sont rejetés : chacun connaît le cas d'Évariste Galois en mathématiques, mais on pourrait en citer d'autres. Notre société intellectuelle ressemble ainsi à une juxtaposition d'un certain nombre de clans, détenteurs d'une science et vivant chacun sur lui-même.

L'existence de clans, mot auquel nous ne donnons pas de connotations péjoratives, c'est-à-dire de groupe fermés (à l'intérieur d'une population) où chacun se connaît, n'est pas nouvelle.

Par exemple, dans l'Angleterre de Malthus (début du XIX^{ème} siècle), le réseau de relations avec lequel Malthus avait des contacts était l'unique clan du pays (1). Ce qui paraît plus nouveau est la multiplicité des clans, liée à l'augmentation du nombre des disciplines, à la technicité croissante de chacune d'entre elles et au manque de relations interdisciplinaires.

Le fonctionnement des clans n'est pas le même partout. Chez les Anglo-Saxons, il n'est pas rare de voir, à l'intérieur d'un clan — celui des his-

toriens par exemple — des polémiques parfois violentes. La sociologie des clans français paraît beaucoup plus tempérée, et leur fonctionnement repose plutôt sur un système d'admiration mutuelle, selon la formule d'Emmanuel Leroy-Ladurie.

LES ABUS DE LA TECHNICITÉ

Pour illustrer l'insuffisance de relations entre les différents pôles intellectuels du pays, on peut porter son regard sur ces institutions qui font la spécificité de l'enseignement supérieur français, les grandes écoles. Chacun sait qu'il en existe deux types principaux, les écoles d'ingénieurs et les écoles de gestion. Chacun sait également le peu de liens existant entre ces deux types d'écoles. Faut-il rappeler que l'enseignement de l'économie a été facultatif à l'école polytechnique pendant un certain temps ? Pratiquement, ce n'est que depuis quelques mois que des relations plus larges se nouent entre nos deux sortes de grandes écoles, sous l'influence de la F.N.E.G.E. (Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises).

Cet environnement général s'exerce également sur la démographie. Celle-ci, dont le caractère omniprésent est cependant incontestable, est en quelque sorte marginalisée par l'opinion et les responsables malgré la qualité et l'importance de certains de ses travaux. Cette marginalisation résulte du fonctionnement du cercle de ceux qui ont la charge de cette discipline et de la capacité d'amnésie, du refus de voir, de l'ensemble de la population. Le spécialiste qui regarde en permanence des indicateurs risque de ne plus garder la hauteur suffisante lui donnant la capacité d'interpréter leur évolution.

Un exemple saisissant est donné

par la lecture de la principale revue démographique française, *Population*, de 1964 à 1974. Rappelons que 1964 est l'année où la baisse de la fécondité a commencé en France, 1974 celle où la France a connu, pour la première fois depuis la guerre, un déficit des naissances. Durant ces dix ans, un seul article de *Population* a attiré l'attention sur le phénomène de baisse de la fécondité. En 1972, huit ans après le début de la chute de la fécondité, celle-ci est encore interprétée comme un accident conjoncturel. Les autres analyses présentées sont toutes rassurantes, soutenant que la baisse correspond à un effet de calendrier, qui n'affectera pas la descendance finale des générations.

Dans le numéro de *Population* de juin 1974, la première année à enregistrer un non remplacement des générations, il est affirmé que la pyramide des âges de la France aura une assise solide dans les vingt-cinq prochaines années (2). Cette affirmation était malheureusement totalement démentie l'année même où elle était écrite. Chacun peut certes faire des erreurs d'analyse. Mais le fait qu'elle ait été générale parmi des experts, pendant plus d'une dizaine d'années, est pour le moins inquiétant.

UNE SOCIÉTÉ SOUS TRANQUILLISANTS

À la vérité, ces propos rassurants des experts renvoient au souci de l'opinion d'être tranquillisée. La préoccupation démographique a ainsi été évacuée pendant des années de l'ensemble des données sociales, favorisant parallèlement un redéploiement de réflexes malthusiens, penchés sur les bébés du Tiers Monde, et oubliant de la désertification parallèle des campagnes françaises.

(1) P. James, *Population Malthus ; his life and times*, Routledge and Kegan Paul, Londres 1979.

(2) Jean-Nœl Biraben & Jacques Dupaquier, *Les berceaux vides de Marianne*, Le Seuil, 1980 – p. 33.

Ce souci d'évacuer toutes difficultés qui pourraient se présenter, a été mis en lumière à nouveau récemment. En octobre 1980, le Département des Études de l'A.P.R.D. (3) a annoncé une légère amélioration de la fécondité en 1980. Il a insisté sur la nécessité d'accueillir ceci comme l'espoir d'une renaissance possible si une politique globale de la vie était enfin mise en place. L'interprétation donnée à cette information a généralement été exagérée au point de la rendre fautive ; elle a consisté à affirmer qu'il n'y avait plus aucun problème démographique français, et qu'il n'y avait donc pas à s'intéresser aux données de la population. Cet événement montre combien l'approche des réalités démographiques est erronée. On veut les traiter à part, dans le but de pouvoir s'en passer. Il y a l'économique, le social, les problèmes de financement des collectivités locales, les problèmes de la politique étrangère,... et puis il y a les problèmes du nombre des hommes. Un tel raisonnement ouvre la porte à toutes les erreurs et mauvaises décisions.

LE MANQUE D'INFORMATIONS ÉLÉMENTAIRES

Une prise de conscience est donc indispensable : les phénomènes démographiques sont présents, partout et toujours, dans l'existence des sociétés et de chacun des membres des sociétés. Aucun problème ne doit les exclure, ni les relations Nord-Sud, ni l'avenir de la langue, ni l'avenir des zones de haute montagne... Les phénomènes démographiques sont une composante de la vie de la cité et de l'existence humaine.

Comment se pencher sur l'avenir d'une collectivité locale sans avoir des éléments fiables sur sa démographie ? Comment accepter que ceux qui ont à décider soient mal informés des données indispensables dont ils ont besoin ? Deux exemples méritent d'être présentés. En 1980, le Comité d'Expansion de la Creuse publie une plaquette destinée aux entrepreneurs intitulée : «Guéret, vivre en Creuse». Cette plaquette

affirme que la ville de Guéret, qui avait 16 147 habitants en 1975, en aurait 17 000 en 1979 et 25 000 en 1985. Voulant présenter une image favorable d'un département qui connaît une forte dépopulation, on escompte ainsi une croissance de 8 % de la ville de Guéret dans les cinq prochaines années, alors que celle-ci n'a été que 2 % dans les années antérieures. Cela supposerait une formidable immigration qui ne pourrait guère venir d'une campagne vieillie et déjà largement dépeuplée.

Mais le souci de rassurer va encore plus loin. La population du département de la Creuse, qui était de 146 124 au recensement de 1975 est annoncée à 146 000 en 1979 et à 150 000 pour 1985. Or, comment peut-on estimer à 146 000 la population de la Creuse en 1979, alors que le bulletin mensuel de l'I.N.S.E.E. l'a évaluée à 143 100 au 1^{er} janvier 1977, à 141 400 au 1^{er} janvier 1978 et à 139 700 au 1^{er} janvier 1979 ? Comment faire une projection à 150 000 en 1985, alors que le maintien des tendances constatées depuis 1975 laisse envisager une population de 133 700 en 1985 (- 1 200 par an) et de moins de 120 000 en l'an 2000 si rien n'est fait pour remédier au péril du vieillissement ? À ces données de fait, nous ajoutons au journaliste qui nous interrogeait : «Bien sûr, la Creuse doit montrer qu'elle peut être le Far-West français. Mais pour cela, elle ne doit pas cacher son principal problème, la dépopulation, et doit tout faire pour le surmonter» (4).

Celui qui veut se pencher sur l'effectif de la population de Paris ou de la région Île-de-France se rend compte rapidement que des données élémentaires manquent. Cela ne permet pas de faire des projections démographiques fiables ni nécessaires aux élus locaux. Ainsi, lorsque la ville de Paris, à notre instigation, a interrogé ses vingt arrondissements, début 1980, elle a dressé un tableau indiquant 32 031 naissances domiciliées à Paris en 1979. La ville de Paris nous ayant communiqué ces chiffres, nous avons pu constater des erreurs et des inversions.

Nous avons remis à la ville de Paris, un rectificatif indiquant un chiffre de 30 007, soit une différence de près de 7 % avec le chiffre précédent. Nous savions cependant que ce dernier chiffre de 30 007 était inférieur à la réalité puisque l'expérience prouve qu'il y a souvent des avis de naissances, devant être adressés de la commune où l'enfant naît à celle où sont domiciliés ses parents, qui ne sont pas envoyés, par négligence, ou avec retard, ou se perdent. Il y a aussi parfois des différences dues à un mauvais enregistrement de naissances déclarées en France pour des parents domiciliés hors de France.

Cette constatation générale a été une fois encore vérifiée puisque c'est le chiffre de 30 735 naissances domiciliées à Paris en 1979 que donne l'I.N.S.E.E., après avoir dépouillé les bulletins de naissances.

Lorsque nous avons voulu calculer des indices de fécondité pour l'Île-de-France, les résultats obtenus sont si étonnants qu'il faut supposer que la perte de population de Paris a été moins forte ces dernières années que ce qui a été généralement dit, tandis que la population de l'Essonne a dû être surestimée.

Quant aux recensements de 1968 et de 1975, on considère que des erreurs ont porté sur plus d'un million de personnes.

Ces exemples montrent que la démographie doit progresser. Ceci est rendu d'autant plus indispensable par l'importance croissante des problèmes de population. Mais toute approche nouvelle, ne serait-ce que parce qu'elle est nouvelle, se heurte à des résistances, au conformisme et au conservatisme.

LE CONFORMISME AMBIANT

Une première résistance s'exprime par le refus, dans certains cas, d'accepter tout débat. Le problème du nombre des avortements en France en est un exemple. Afin de les évaluer, la revue *Population* a présenté

(3) Pierre Chaunu & Jean Legrand, *Natalité : depuis un mois, peut-être un espoir*, Le Figaro Magazine, 18 octobre 1980, et Jean Legrand, *Les berceaux de Septembre*, Le Quotidien de Paris, 20 octobre 1980.

(4) Gérard-François Dumont, *La population guéretoise*, Limousin Magazine, octobre 1980.

différentes méthodes qui méritent discussion. Nous avons, quant à nous, souligné les insuffisances de certaines approches et proposé d'autres moyens de parvenir à un chiffre du nombre d'avortements en France (5). Notre publication à ce sujet nous semblait meilleure que d'autres estimations. Cela ne veut pas dire que notre recherche n'était pas parfaite.

À l'occasion d'un nouveau travail (6), nous avons été amenés à présenter un autre mode d'évaluation du nombre des avortements. Les résultats obtenus ont été semblables à ceux de notre première étude. La revue *Population*, à qui nous avons soumis ce nouveau travail, a considéré que sa «publication n'était pas souhaitable», car il s'agissait d'estimations. Vaut-il mieux refuser de prendre en considération un phénomène ou essayer de l'estimer ? Chacun répondra selon son point de vue. Quant à nous, nous pensons qu'il serait présomptueux de penser qu'on ne peut écrire que des certitudes. Il est évident qu'à partir d'éléments incertains (ce qui est le cas fréquent de toute recherche), on ne peut bâtir des certitudes mais seulement des estimations fondées sur une rationalité optimale de l'incertitude.

Ce petit problème de publication est significatif, car il montre que la tentation totalitaire reste toujours un risque pour les progrès de la connaissance.

Le conformisme est également un danger permanent. Il consiste à analyser tel phénomène de telle façon sous prétexte que l'opinion générale est qu'il faut suivre cette façon de voir. Pour reprendre l'exemple de l'avortement, chacun se rappelle que tous les médias annonçaient dans les années 1970-1975 que le nombre des avortements en France était de 600 000, 800 000 ou 1 million. Or, même dans l'hypothèse la plus haute des experts officiels, le plafond était de 300 000 et le chiffre réel de 150 000 très certainement.

Depuis sa création, l'A.P.R.D. a demandé que l'on prenne en compte la baisse de la nuptialité dans les analyses démographiques. Cette baisse a été au début niée comme celle de la fécondité, au nom des effets dits de calendrier. Le conformisme voulait que l'on ne parlât pas de la baisse de la nuptialité, bien qu'elle fût réelle.

Au sujet du financement des retraites, un autre conformisme veut que l'on nie le problème sous le prétexte que des retraites par capitalisation remplaçant des retraites par répartition surmonteraient les effets de la dénatalité. Nous avons montré dans «La France ridée» (7) qu'il n'en est rien. Les retraites ne peuvent être honorées que par le travail des actifs, ce qui pose dans tous les systèmes le problème du rapport entre la population retraitée et la population active.

LA ROUTINE BUREAUCRATIQUE

Le conformisme ambiant peut se traduire pas un refus de voir les réalités. Ce conformisme hérite souvent du conservatisme des corps existants. Les institutions sont soumises à leur propre existence et évoluent souvent dans le seul but de se pérenniser. Dès qu'elles acquièrent une certaine dimension, elles ont à subir les effets de la bureaucratie. Les exemples abondent. Ils montrent que, quelle que soit la qualité des hommes, ceux-ci sont souvent dominés par le poids de la bureaucratie. Ainsi, certaines données du recensement en France (par exemple celui de 1975) semblent être conservées au lieu d'être livrées au public le plus rapidement possible, afin de nourrir peu à peu les bureaux dans les sept ou huit années qui séparent un recensement du suivant.

Autre exemple, une très intéressante étude sur le vieillissement de la campagne française paraît en 1980. Et l'on constate qu'elle ne comporte

aucune donnée postérieure à l'année 1975. La qualité de cette étude portant sur le vieillissement local de la population française de 1962 à 1975, est très grande. Mais, en caricaturant, on pourrait la rattacher à la démographie historique plus qu'à la démographie contemporaine, de même que le Général de Gaulle et Georges Pompidou appartiennent à l'Histoire (même si leur héritage demeure, bien évidemment).

En mai 1979, s'est tenu à Lille un colloque scientifique sur l'évolution de la fécondité. La quasi-totalité des communications faisait référence à des données largement antérieures. Il ne s'agit pas de nier l'intérêt des recherches portant sur des éléments passés. Mais il convient de faire un effort d'actualisation et de mise à jour plus grand pour que les décideurs — c'est-à-dire, en démographie, l'ensemble de la population — soient correctement informés. Quel Maire, quel Conseiller Général a pu trouver satisfaisant que les naissances domiciliées par département de 1975 n'aient été publiées qu'en septembre 1979 ? Il faut donner aux problèmes leur véritable dimension informative et également leur dimension humaine.

LE CONFORMISME DES MÉDIAS

Cela suppose également un effort incessant contre un certain conformisme des médias. Les Français peuvent apprécier l'esprit de Coluche et se préoccuper de l'évolution des idées politiques. Mais, au contraire de la majorité des médias, on peut penser qu'une place trop grande est faite à la dernière galipette verbale de Coluche ou au nième incident opposant tel homme politique à tel autre. La place donnée à ces vaguelettes de surface l'est au détriment des informations qui devraient être développées sur des problèmes plus importants.

Ainsi, au mois de décembre, une décision significative mais injuste

(5) *Dossier avortement*, par le Département des Études de l'A.P.R.D., Éditions de l'A.P.R.D. 1979, 17F franco.

(6) *Nouvelle évaluation du nombre des avortements en France*, par Gérard-François Dumont et Jean Legrand, Cf. Annexe 1.

(7) *La France Ridée*, par Gérard-François Dumont avec la collaboration de Pierre Chauvin, Jean Legrand et Alfred Sauvy, Le Livre de Poche, collection «Pluriel», 1979, p. 192.

sur les tarifs S.N.C.F. Familles Nombreuses est passée presque inaperçue malgré nos interventions (8).

Il convient de mettre l'information à la portée de tous, d'éviter l'ésotérisme et de rendre les faits attrayants sans rechercher systématiquement le scoop (9).

L'information doit user des techniques de communication les meilleures. Ainsi, nous avons notamment réalisé les premières bandes dessinées de démographie. Nous avons également plaidé pour que les aspects écologiques, dont l'importance a enfin commencé à être ressentie dans les années 1970, prennent en compte les aspects démographiques (10).

LA DÉMOGRAPHIE POLITIQUE

Le principal enjeu démographique est d'enlever le masque qui cache les vrais aspects et la véritable importance des problèmes de population.

Gagner cet enjeu, c'est acquérir une démarche réflexive. Celle-ci ne

doit pas s'enfermer dans une nouvelle discipline cloisonnée et cloisonnante, mais avoir un aspect transversal, diagonal, de l'ensemble des problèmes de l'homme. Ce type d'approche est aujourd'hui trop absent, car le rejet conduit à chasser les idées aux couleurs déplaisantes, tel le vieillissement de la population (11). Cette approche doit être désignée et définie. Je propose de l'appeler «la démographie politique» ; la démographie concerne les problèmes de population ; la politique est, au sens originel, la vie de la cité. La démographie politique a donc «pour objet de traiter des relations réciproques entre les problèmes de population et l'ensemble des problèmes de la cité». Il s'agit donc de préciser les méthodes, moyens et résultats des liens entre démographie et sociétés, que ce soit au niveau d'une communauté d'États, d'un État, d'une région, d'une commune, d'une entreprise ou de tel ou tel corps social. Il faut sortir les problèmes de population de leur isolement pour les relier, comme ils le sont dans le vécu quotidien, aux autres aspects de l'existence.

Toute approche dichotomique, utile pour l'analyse, séparant par exemple la sociologie d'un corps social et la démographie de ce même corps social, doit être gommée au niveau de la synthèse. Alors seulement, les données de population seront prises en compte, comme il est indispensable qu'elles le soient, dans les rapports entre la France et le Maghreb (12), dans les problèmes d'environnement ou dans ceux de la sécurité militaire de l'Europe. . .

La démographie politique peut permettre de donner aux problèmes de population leur place, qui est imbriquée avec les autres sciences. Elle peut faire descendre «la démographie dans la rue».

Connaître l'environnement dans lequel nous vivons, surmonter la marginalité dans laquelle sont enfermés trop souvent les aspects démographiques, dépasser les conformismes ambiants, promouvoir la démographie politique, dont l'état d'esprit est indispensable pour comprendre les phénomènes de notre temps, voilà les étapes que nous venons de parcourir.

(8) *La réforme des tarifs S.N.C.F.-Familles nombreuses*, Cf. Annexe 2.

(9) *L'Association et les médias*, par Gérard-François Dumont et Bernard Merigot, Editions de l'A.P.R.D., 1979,12F. franco.

(10) *Écologie et vieillissement de la population*, par Gérard-François Dumont, Après - Demain, janvier 1980.

(11) *Vues et illusions sur la France de demain*, Alfred Sauvy, Éditions de l'A.P.R.D., 1980.

(12) A.P.R.D.-INFORMATION, n° 12, 4ème trimestre 1980.

Ce texte est libre de reproduction sous réserve de conserver l'indication des sources et notamment du site web www.population-demographie.org - © 2005 Population et Avenir

Mots-clés *Key words* : Démographie, population, démographie politique, Malthus, retraite, bureaucratie, médias, conformisme.

Ce texte de Gérard-François Dumont, *Population et Avenir : l'invention de la démographie politique*, a paru dans le livre *L'enjeu démographique*, Paris, Éditions de l'A.P.R.D. (Association Pour la Recherche et l'information Démographique).

Bibliographie pour aller plus loin :

- Dumont (Gérard-François), *Les populations du monde*, Paris, Armand Colin, 2^e édition, 2004. (<http://www.population-demographie.org/infos4.htm>)
- Dumont (Gérard-François), *Les migrations internationales, les nouvelles logiques migratoires*, Paris, Éditions Sedes, 1995. (<http://www.population-demographie.org/infos4.htm>)
- Dumont (Gérard-François), *La population de la France, des régions et des TOM-DOM*, Paris Éditions Ellipses, 2000. (<http://www.population-demographie.org/infos4.htm>)
- Dumont (Gérard-François), *Démographie. Analyse des populations et démographie économique*, Paris, Éditions Dunod, 1992.